

Le Mouvement des femmes à la croisée des chemins: quelle direction prendre?

Carole Wallace



Women at the cross roads: which road to take?

This article poses the problem of the general feminist movement and the specific struggle that an organization such as Woman Power experiences in attempting to help unemployed women enter (or re-enter) the labour market.

Action-Travail des Femmes: un bilan de la lutte

Malgré de nombreuses analyses détaillées de la situation de la femme et une quantité de discours de la part des féministes, les femmes en tant que groupe ont remporté peu de succès concrets pendant les dix dernières années. Bien plus, depuis deux ou trois ans il semblerait plutôt que nous perdions du terrain à la suite de restrictions gouvernementales dans les domaines qui touchent particulièrement les femmes, par exemple les garderies et les services sociaux. De surcroît, un virage à droite opéré par le gouvernement fédéral fait que ce sont les femmes et d'autres groupes marginalisés de notre société qui font les frais de la crise économique actuelle. (Il suffit de citer en exemple le Contrôle des salaires et des prix). Mais ce qui surprend le plus dans cette situation, c'est le manque d'opposition organisée de la part des femmes canadiennes devant de telles politiques gouvernementales.

A vrai dire, il n'existe pas encore au Canada un mouvement des femmes dans le sens propre du mot. Il n'est cependant pas dans nos intentions ici de développer une critique du mouvement des femmes; nous cherchons plutôt à partager avec d'autres l'expérience de certaines femmes montréalaises qui, dans leurs efforts pour sauver Action-Travail des Femmes/Woman Power, sont entrées en conflit direct avec la politique fédérale gouvernant l'accès des femmes au marché du travail. Nous espérons que d'autres femmes qui cherchent à construire un mouvement des femmes véritablement populaire sauront mettre cette expérience à profit.

C'est en février 1976 qu'Action-Travail des Femmes/Woman Power fut fondé à Montréal par trois femmes qui obtinrent du Ministère Fédéral du Travail et de l'Immigration (Programme extension) des subsides destinés aux femmes qui ont un besoin urgent de travailler mais qui sont particulièrement handicapées sur le marché du travail à cause de leurs

responsabilités familiales, leur manque d'éducation professionnelle ou leur âge. Dès le départ il nous fut difficile de faire accepter au Bureau Régional de la Main-d'Oeuvre, notre structure et nos objectifs. C'est par exemple, avec consternation que l'on y apprit par le budget que nous avons soumis, que la secrétaire devait recevoir le même salaire que les autres membres de l'équipe. A plusieurs reprises, des bureaucrates du Bureau Régional devaient suggérer que nous abandonnions tout effort réel pour trouver du travail pour 'ces femmes' pour nous consacrer à la place à des groupes de croissance personnelle.

Ils semblaient, et semblent encore, croire que si des femmes se retrouvent au chômage, c'est que les malheureuses sont incapables de régler leurs problèmes personnels. Le Département de la Main-d'Oeuvre possède un talent particulier pour faire porter toute responsabilité à la victime et se rebiffait continuellement quand nous cherchions à identifier le vrai responsable du chômage, c'est-à-dire, la structure économique. A la Main d'Oeuvre on aimerait faire croire aux chômeurs qu'ils sont, eux, responsables du chômage. M. Cullen même, Ministre Fédéral du Travail et de l'Immigration, dans un texte qu'il a envoyé au caucus libéral, le 7 février 1978, reproche tout particulièrement aux femmes d'être les grandes fauteuses du taux élevé de chômage. Dès le début il nous était apparu que le Département de la Main-d'Oeuvre était loin d'accepter *le droit* au travail des femmes.

Ils adoptaient l'attitude que la majorité des clientes d'ATF étaient et restent parfaitement inemployables.

Nous nous sommes rendu compte que le Bureau Régional regrettait sa décision initiale de nous financer quand, en avril 1977, après trois mois d'existence, ils mandatèrent l'un d'entre eux pour faire une évaluation en profondeur du projet. Ses questions biaisées choquèrent les clientes et groupes communautaires auxquels elles étaient adressées. Il était évident que l'enquêteur cherchait moins à évaluer ATF qu'à trouver des raisons pour arrêter le projet; nous prîmes sur nous de le renvoyer. Cette action n'était pas faite pour améliorer nos rapports avec les bureaucrates du Bureau Régional, avec lesquels nous avons dû ensuite négocier pendant plusieurs mois pour nous mettre d'accord sur un évaluateur indépendant. Ce n'est qu'à la mi-janvier 1978 que celui-ci remit son rapport (positif).

Le premier février, deux des initiatrices du projet furent convoquées au Département de la Main-d'Oeuvre, où elles apprirent que les subsides prendraient fin le 31 mars suivant. Il n'y eut aucun effort de renégociation de la subvention à la lumière de l'évaluation, ce qui fut pourtant spécifié dans notre contrat. Il est intéressant de noter qu'à notre connaissance aucun des autres programmes-extension de Montréal n'a été systématiquement évalué et la plupart existent depuis plusieurs années. Un projet semblable qui fonctionne à Ottawa depuis quatre ans n'a jamais été évalué.

Sachant que nous pouvions compter sur l'appui des groupes communautaires, de groupements de femmes et des organisations de services sociaux avec lesquels nous avons travaillé, nous avons pris la décision de nous battre pour que le contrat soit renouvelé. Non seulement parce que nous croyions qu'ATF devait continuer, mais aussi parce que nous désirions prouver au gouvernement que les femmes n'accepteraient plus de façon passive qu'on les relègue au bas de l'échelle selon les fluctuations de notre économie.

Pendant les deux premières semaines de février, 45 organisations expédièrent des lettres ou des télégrammes de protestation à M. Cullen. L'attention accordée à notre fermeture éventuelle par les médias nous valut d'innombrables appels téléphoniques de la part de femmes ordinaires, souvent chômeuses, qui appuyaient notre lutte et voulaient y participer. Début mars, M. Jean-Claude Dufour, le bureaucrate responsable de la décision de couper nos subsides, reçut quatre délégations différentes, venues en personne exprimer leur mécontentement. Le 13 mars, la quatrième délégation se vit repousser à la porte par des gardes, et la confrontation qui s'ensuivit entre les 35 déléguées communautaires et Ann Adams, coordinatrice des programmes de femmes, fut enregistrée par les caméras de télévision.

Devant la pression qui s'accroissait, M. Dufour devait dorénavant se cacher derrière Ms Adams. Son approche à elle variait de l'appel hystérique à la sororité à des remarques détournées frisant la diffamation. A la une du *Montreal Star*, on lui fit dire qu'ATF essayait de 'screw the system' et 'was making the women look like bitches'. De tels exemples constituent une preuve suffisante que le mouvement des femmes ne doit pas avoir pour but de placer des femmes à des postes de commande, car rien ne change. Au contraire de telles femmes peuvent être utilisées contre nous et c'est à nous de développer l'expertise politique nécessaire pour faire face à ce phénomène.

Manifestement le Département de la Main-d'Oeuvre était sensible à toutes ces pressions. Le 14 mars, M. Dufour annonça en public qu'ATF ne serait pas discontinué, mais plutôt remplacé par un autre service sous la direction d'une 'équipe compétente qui peut donner des services efficaces', et fit remarquer que serait bientôt signé un contrat avec le Centre d'Information et de Références des Femmes (un des plus anciens centres anglophones qui fournirait des services semblables aux clientes d'ATF). Au moment de la rédaction de cet article, le centre n'avait encore reçu aucun argent de la Main d'Oeuvre. Au contraire il avait offert ses services sans bénéfice apparent en échange.

Nos fonds étaient épuisés; il nous fallait trouver le moyen de continuer notre travail et notre lutte; aussi avons-nous organisé un souper de solidarité. Plus de 150 personnes y ont assisté; celles qui ne pouvaient venir ont envoyé des dons; nous avons amassé 800 dollars, ce qui nous a permis de payer nos frais de bureau pendant les trois derniers mois. L'argent avait une grande importance pour nous mais le souper a réussi bien autre chose. Il a réuni francophones et anglophones; noirs et blanches; hétérosexuelles et homosexuelles; vieilles et jeunes; les femmes ordinaires que le

mouvement des femmes ne rejoint guère, et qui pour la plupart, n'avaient jamais auparavant participé à une lutte et qui ne se considèrent pas 'féministes'.

Déjà lors du souper, nous nous étions rendu compte que le Bureau Régional n'allait point céder parce que ses prises de position étaient renforcées par la politique gouvernementale qui entendaient faire porter aux femmes le poids du chômage et restreindre au maximum leur accès au marché du travail.

Dans une étude récente publiée par le Ministère Fédéral de la Santé et du Bien-Etre, on peut lire qu'en 1977 le nombre absolu de places disponibles dans les garderies au Canada avait diminué à la suite de coupes budgétaires gouvernementales dans ce domaine. Dans son discours du budget, le 11 avril, M. Chrétien reprit les arguments de M. Cullen. Pour le Ministre des Finances, l'existence des femmes sur le marché du travail pose un problème parce qu'il n'y a pas assez d'emplois. La solution qu'il propose n'est pas d'en créer, mais plutôt de décourager les femmes qui en cherchent. A la Chambre, le NPD critiqua vigoureusement la position du gouvernement et même les Conservateurs choisirent de s'en prendre au gouvernement libéral à ce sujet. Ce qui n'empêcha pas M. Lalonde de dire à la Chambre, le 13 juin, que la situation de la femme sur le marché du travail ne le concerne pas particulièrement puisque le sort des femmes ne peut s'améliorer que quand les conditions économiques générales se seront améliorées. D'où il faut conclure qu'il nous faudra lutter dur si nous ne voulons pas perdre encore du terrain. Dans ce contexte la seule stratégie qui nous restait était de viser les puissants ministres fédéraux de la région montréalaise. Nos supporters bombardèrent de lettres et de coups de téléphone les hommes politiques fédéraux qui sont censés les représenter. La possibilité d'une proche élection fédérale nous laissait espérer que les Libéraux seraient sensibles à ces pressions.

M. Lalonde que l'on voit peu au Québec se fit beaucoup voir à cette époque, s'adressant souvent—en anglais—à des groupes d'hommes d'affaires au sujet de l'unité nationale. A l'instar du modèle Alinski des groupes de pression, nous avons choisi de concentrer toutes nos énergies sur une seule cible, M. Lalonde, ministre responsable de la condition de la femme et député montréalais. Par des coups de téléphone, par la distribution de dépliants dans ses réunions, par l'infiltration de la Convention du Parti Libéral à Westmount, et diverses autres tactiques, nous avons réussi à éveiller l'attention de M. Lalonde.

Mais l'élection fut reportée, M. Lalonde retourna à Ottawa, et il devint évident que nous n'allions pas gagner cette bataille-là.

Faisons remarquer ici que les diverses instances féminines censées nous représenter auprès du gouvernement ne nous ont été d'aucun secours. Il semble que les femmes aussi peuvent être récupérées. Nous sommes convaincues que d'autres femmes, engagées dans des luttes semblables, doivent savoir qu'il ne faut pas compter sur de telles femmes; elles n'ont aucun pouvoir réel; elles constituent une distraction.

Si cette lutte avait eu lieu à Toronto où les Libéraux sont vulnérables, plutôt qu'à Montréal où ils sont en position forte, je crois que nous aurions gagné. Mais dans un autre sens, le plus important, nous avons remporté une victoire et nous avons beaucoup appris: par exemple, que le mouvement des femmes a trahi la combativité et la colère des femmes ordinaires qu'il devrait représenter; que l'on peut développer une stratégie et des tactiques qui mobiliseront ces femmes. Et nous avons réussi aussi à organiser une lutte qui a réuni une variété incroyable de groupes et de femmes, normalement très divisés.

Cet été nous allons lancer une campagne de souscription parce que nous avons aussi appris qu'il faut être indépendantes du gouvernement et du bon vouloir de ceux qui ont le plus à perdre si les femmes accèdent à part égale au marché du travail et refusent d'accepter plus longtemps d'être des ouvrières marginalisées, exploitées.

Le but de tout véritable mouvement des femmes doit être d'organiser les femmes autour de problèmes réels qu'elles confrontent dans leur vie quotidienne. Si nous sommes incapables de relever ce défi-là, nous ne méritons pas de survivre.



Moreneta

Carved into the Mountains of Monserrat
Is a Cathedral to honour the People of Catalonia.
They come in thousands these modern pilgrims
to give thanks to the Moreneta
for her many favours and blessings.
Gratefully they kiss her feet adorned with
diamonds and emeralds
They lift their hands in supplication
on her head sits a bejeweled crown
lowering their eyes in humility
they espy a box carved out of ebony
brought in by Moors of another age
and written in bold letters
a twentieth century message
"Dar con generosidad se accepta toda moneda"
"Please give generously, all currencies accepted
Gracias"
The Moreneta weeps.

Ann Wallace



56000 Démons

56000 démons m'habitent
je ne les connais pas encore tous
ils se bousculent dans ma tête
dans mon cœur
ils font la tempête
et la révolution dans mon corps

J'en ai pas fini avec eux
ils ne sont pas tous méchants
je ne fais plus la différence
ils sont tous utiles
en leur temps

Quand je me défends contre eux
je les sors tous par la fenêtre
quand ils se mettent à me tourmenter
je danse à en perdre les jambes
je chante
à en perdre la tête

Je sors tous les mots qui m'habitent
comme des feux follets
les fous du logis
s'en vont vite
pirouette et pirouette
danse et mots fous font la nique
malice et

sac à malices

Germaine Cornut

Mes cailloux

Je ne connais pas les règles
du beau savoir des mots
je mélange tout
pierres précieuses et cailloux
mais je préfère les cailloux
point n'est besoin de pioches
et de pelles
ils roulent sous les roues
je vais inconsciente
et naïve
caressant mes cailloux

Si on me dit
jamais on n'écrit des choses belles
avec de si pauvres mots
tu crois?
je vais te faire pleurer
avec mes pauvres mots

Pourquoi mélanges-tu des mots communs
avec des mots distingués
s'ils s'accrochent ensemble
tu les trouveras beaux

Je prendrai des mots polis
et te les rendrai vulgaires
et te ferai rougir
de colère

Moi je chante les pommes de terre
la mangeaille les pieds
dans la boue
le crottin qui nourrit le moineau
les ruelles où s'entassent
les marmots
les clochards de la vie
les ratés

Comment veux-tu que je te dise cela
avec des mots de piété
des mots conservés
qu'on cherche
en tournant les pages
des livres spécialisés

Je ne cherche pas
le scandale
ni le pittoresque amusé
je suis dans la rue
dans la vie
et je parle
de ce que je vis

Je vais insolente et rebelle
à la pesanteur des mots
inconsciente et naïve
je vais polissant

mes pauvres mots

Germaine Cornut

